



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale



Consolider le pouvoir syndical : défendre les droits et le statut des personnels de soutien à l'éducation

2e Conférence mondiale de l'Internationale de l'Éducation sur les personnels de soutien à l'éducation

Aveiro, Portugal, 16-18 mai 2023

Aperçu

La 2e Conférence mondiale de l'Internationale de l'Éducation sur les personnels de soutien à l'éducation (PSE), dont le thème était « **Consolider le pouvoir syndical : défendre les droits et le statut des PSE** », a réuni des militant·e·s syndicaux·ales des quatre coins du monde pour échanger des idées, faire preuve de solidarité et renforcer le pouvoir syndical à travers la planète afin de défendre les droits et le statut des PSE conformément à [la Déclaration de l'Internationale de l'Éducation relative aux droits et au statut des personnels de soutien à l'éducation](#).

La conférence a été coorganisée par l'Internationale de l'Éducation et la *Federação Nacional da Educação* (FNE).

Thèmes de la conférence

Défendre les droits et le statut des PSE

Les PSE doivent être valorisés et respectés pour leur contribution à un enseignement de qualité. Leur droit à un travail décent et leur droit de s'organiser doivent être exercés. Leur statut doit être amélioré et leur professionnalisme reconnu, notamment en améliorant leurs conditions de travail, l'accès à des possibilités de perfectionnement professionnel de qualité et la capacité de participer au processus décisionnel au sein de leurs établissements respectifs. Les participant·e·s à la conférence ont dégagé des priorités communes concernant la vision exposée

dans [la Déclaration de l'IE relative aux droits et au statut des PSE](#) et ont discuté des stratégies à suivre pour les atteindre.

Ensemble on fait école : financer les PSE

Compte tenu de la crise mondiale que connaît le financement de l'éducation, la campagne de l'IE [La force du public : ensemble on fait école !](#) appelle les gouvernements à augmenter de toute urgence les investissements dans l'enseignement public et dans le personnel de l'éducation. Les récentes coupes effectuées dans les budgets de l'éducation et les tendances à la privatisation ont affecté les emplois, les contrats et les conditions de travail des PSE. Les participant·e·s à la conférence ont recensé des défis communs de financement que doivent relever les PSE partout dans le monde et ont eu l'occasion de partager les stratégies couronnées de succès destinées à augmenter les investissements dans les PSE et à améliorer leurs conditions d'emploi.

Renouveau syndical

Des syndicats forts sont indispensables pour défendre les droits et le statut des PSE. La conférence a offert aux participant·e·s l'occasion de discuter des multiples facteurs qui contribuent à la force d'un syndicat et d'échanger leur expérience sur le renforcement syndical à une période



sans précédent. La conférence visait à renforcer le pouvoir collectif des organisations membres de l'IE afin de mieux soutenir les PSE à travers le monde.

Des PSE pour l'inclusion et la durabilité

Les PSE sont essentiels à un enseignement inclusif de qualité. Ces professionnel·le·s jouent un rôle capital en favorisant des environnements d'apprentissage positifs et sûrs et en faisant en sorte que tous les élèves puissent s'épanouir dans les établissements d'enseignement. La conférence a examiné la manière dont les systèmes éducatifs peuvent soutenir les PSE pour permettre à l'ensemble des élèves, indépendamment de leur identité et/ou expression de genre, de leur origine ethnique, de leur orientation sexuelle, de leur milieu économique ou de leur statut de migrant·e, d'exercer leur droit à une éducation de qualité et de faire en sorte que leur bien-être soit la priorité.

La conférence s'est également intéressée au rôle que jouent les PSE dans un enseignement de qualité dans le contexte de la crise environnementale et climatique. Les PSE sont importants pour l'« écologisation » des établissements scolaires et l'éducation aux actions pour le climat. Toutefois, les droits syndicaux des PSE sont menacés en raison de l'aggravation des effets du changement climatique. La conférence a permis aux organisations membres d'analyser le rôle des syndicats dans la promotion d'une transition juste pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs de l'éducation.

Participant·e·s

Soixante-quinze participant·e·s venu·e·s de 22 pays ont assisté à la conférence.

Région	Nombre de participant·e·s	Nombre de pays
Afrique	4	4
Asie-Pacifique	6	3
Europe	37	5
Amérique latine	14	8
Amérique du Nord et Caraïbes	14	2
Total :	74	21



Parmi les participant·e·s figuraient 63 représentant·e·s d'organisations membres de l'IE, 4 invité·e·s externes et 8 membres du personnel de l'IE.

Onze participant·e·s s'étaient inscrit·e·s à la conférence, mais n'y ont pas assisté. Au moins sept participant·e·s n'ont pas été en mesure de participer à la conférence parce qu'il·elle·s n'ont pas obtenu un visa Schengen.

Sur les 58 représentant·e·s des organisations membres de l'IE pour lesquels nous disposons de données de genre, vingt étaient des hommes et 38 des femmes.

Une liste des personnes présentes est jointe en annexe au présent rapport.

Sessions de la conférence

Célébration de la Journée mondiale des personnels de soutien à l'éducation

La FNE a organisé une réception de bienvenue pour les participant·e·s à la conférence afin de célébrer la Journée mondiale des personnels de soutien à l'éducation le 16 mai.



Les participant·e·s ont été accueilli·e·s par **Joao Dias da Silva, FNE**, et par **Marjolaine Perrault, CSQ**, au nom du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation (IE). **Rebeca Logan, Internationale de l'Éducation**, a fait office de modératrice et d'interprète.

Jour 1 de la conférence | Droits et statut des PSE : où en sommes-nous aujourd'hui ?

La première journée de la conférence était consacrée à dresser un bilan de la situation actuelle des PSE. Leurs conditions de travail dans le contexte de la reprise post-pandémie, le manque de financement, la crise climatique ainsi que la reconnaissance croissante du rôle des PSE dans un enseignement inclusif de qualité ont été examinés.

Plénière 1 : Financement de l'éducation – Défendre les droits et le statut des PSE dans le contexte des coupes budgétaires et de la privatisation de l'éducation

La session a été animée par **Antonia Wulff**, de l'Internationale de l'Éducation.

Introduction : Joao Dias da Silva, FNE



Joao Dias da Silva, secrétaire général de la FNE, a ouvert la conférence en reconnaissant le rôle indispensable des syndicats dans l'amélioration des conditions

de travail des PSE. Faisant référence à une étude menée par la FNE, il a souligné que la quasi-totalité des PSE se sentent sous-estimés et que c'est pour cette raison que les efforts des syndicats visant à améliorer leur statut et les conversations qui auront lieu durant la conférence revêtent une telle importance.

Vidéo : Susan Hopgood



Les participant·e-s à la conférence ont regardé une vidéo de la présidente de l'IE, Susan Hopgood, en vue de célébrer la Journée mondiale des PSE. [Vous pouvez regarder cette vidéo ici.](#)

**Oratrice principale : Maria Ron Balsera,
Action Aid International**



Maria Ron Balsera a souligné la vulnérabilité des personnels de soutien à l'éducation (PSE) qui font face à la précarité d'emploi et à de bas salaires. Elle a exposé l'approche de financement des quatre S (en anglais), qui repose sur la taille, le partage, le contrôle et la sensibilité du financement. Elle a indiqué que seule une poignée de pays atteignent le seuil de dépenses en pourcentage du PIB (4 %) et en pourcentage du budget (15 %), ce qui démontre la nécessité de voir comment l'argent est alloué.

La question de l'évasion fiscale a été mise en évidence, en insistant sur le fait qu'elle porte atteinte au financement public de l'éducation. Des sociétés multinationales détournent chaque année près de 4,83 milliards de dollars vers des paradis fiscaux.

Maria Ron Balsera a fait état d'une crise de la dette considérable dans les pays à bas et moyen revenu et a mentionné les appels à l'austérité lancés par les institutions financières internationales, qui limitent la masse salariale du secteur public et ont un impact négatif sur les droits humains. On estime que plus de 85 % de la population

mondiale devront faire face à des mesures d'austérité d'ici la fin de 2023, malgré le fait que les économistes sont, dans leur grande majorité, opposé·e·s à cette approche. De même, la privatisation de et dans l'éducation se poursuit en dépit de l'effet négatif de la privatisation sur la ségrégation et l'inégalité.

Maria Ron Balsera a présenté les quatre R de la justice fiscale – recettes, redistribution, réajustement des prix et représentation – comme un moyen d'assurer le financement du secteur à l'avenir. Elle a terminé son exposé en insistant sur l'importance de la répartition du budget qui, selon le cas, consolide ou exacerbe les inégalités existantes dans l'éducation (tant dans les pays à haut revenu que dans ceux à faible revenu) et elle a encouragé les efforts visant à réformer les politiques budgétaires afin de promouvoir l'équité dans l'éducation.

Panel 1 : Quelle est la situation du financement de l'éducation dans votre pays et comment cela affecte-t-il vos membres ?



En réponse à l'exposé, les représentant·e·s de quatre organisations membres ont donné leur avis sur la situation du financement dans leurs pays respectifs.

Guelda Cristina de Olivera Andrade, CNTE, Brésil

Au Brésil, le désinvestissement dans l'éducation décidé par Bolsonaro et la privatisation du secteur qui a suivi ont affecté tant les PSE que les enseignant·e·s. Dès lors, le personnel enseignant et les PSE collaborent pour renforcer leurs droits. Les coupes budgétaires ont eu des conséquences considérables sur la formation des PSE. Avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement Lula, la CNTE a plus d'espoir de garantir la qualité de la formation des PSE et de renforcer le statut de la profession.

Valérie Fontaine, CSQ, Québec

Au Canada, les services publics ont été affaiblis par les mesures d'austérité et la privatisation a progressé. Les PSE ont été fortement touchés : la précarité s'est étendue et certains métiers des PSE connaissent de graves pénuries de main-d'œuvre. Valérie Fontaine a fait valoir qu'il est nécessaire de montrer que les besoins des élèves ne sont pas pleinement satisfaits lorsque certains rôles des PSE sont externalisés. En tant que syndicats, nous devons nous battre pour obtenir un financement adéquat à tous les niveaux d'enseignement.

Isabell Matebula, SADTU, South Africa

En Afrique du Sud, alors que le pays consacre actuellement 6 % de son PIB à l'éducation, le secteur souffre toujours d'années de sous-financement et d'un manque d'infrastructures de qualité. L'absence d'investissements dans les PSE a pour corollaire qu'ils ont souvent des contrats précaires (1 an), que leurs possibilités de formation (y compris la formation aux technologies numériques) sont insuffisantes et qu'ils sont les premiers à être licenciés lorsque les budgets des établissements scolaires sont réduits.

Joao Ramalho, FNE, Portugal

Au Portugal, le financement insuffisant de l'éducation a eu pour conséquence que la qualité des écoles publiques s'est dégradée et que les parents choisissent des écoles privées. Il faut davantage d'argent pour

mieux former les PSE afin de parvenir à une éducation inclusive (à l'heure actuelle, le syndicat comble le manque et forme les PSE à la place du gouvernement).

Panel 2 : Comment les coupes budgétaires impactent-elles le travail et la vie des PSE ?



Le panel consacré aux expériences nationales a été suivi par un panel sur l'impact des contraintes budgétaires sur les PSE et leur travail ainsi que sur la qualité de l'enseignement pour les élèves.

Debra Ward Mitchell, NEA, États-Unis d'Amérique

Debra Ward Mitchell, une paraprofessionnelle travaillant avec des mères adolescentes, a indiqué qu'aux États-Unis, les PSE comme elle quittaient la profession en masse, parce que le salaire n'est pas assez élevé.

Carlos Varandas, FNE, Portugal

Carlos Varandas a expliqué qu'au Portugal, les conditions de travail des PSE se sont

dégradées parce que les relations d'emploi ont changé (les PSE travaillent maintenant pour les pouvoirs publics locaux plutôt que pour le ministère de l'Éducation). La crise du coût de la vie et les bas salaires des PSE les frappent durement.

Ateliers | Tables rondes sectorielles

Les participant·e·s ont ensuite été invité·e·s à rejoindre des ateliers axés sur les droits et le statut des PSE aux différents niveaux d'enseignement : éducation de la petite enfance, enseignement primaire et secondaire et enseignement supérieur.

Les PSE dans l'enseignement primaire et secondaire

Les participant·e·s ont discuté des effets de la pandémie de COVID-19 sur les PSE dans l'enseignement primaire et secondaire. Un grand nombre d'entre eux·elles ont fait remarquer que, bien que les PSE aient tout donné et encore plus, qu'il·elle·s aient risqué leur vie en première ligne pour soutenir l'apprentissage des élèves et leur bien-être durant la pandémie, mais, en fin de compte, il·elle·s n'ont pas reçu la reconnaissance qu'il·elle·s méritaient. Les PSE doivent encore lutter pour leur reconnaissance et des conditions de travail décentes.

Les principales priorités à long terme des syndicats représentant les PSE dans ce

secteur sont notamment les suivantes : faire en sorte qu'il y ait un·e aide enseignant·e entièrement financé·e par le gouvernement dans chaque classe ; garantir des possibilités de perfectionnement professionnel de qualité pour tous les PSE ; faire en sorte que les PSE soient respectés par la direction d'établissement ; accorder des avantages aux PSE ; veiller à mettre en place des conditions de travail de qualité dans le contexte de la crise climatique et mettre un terme à la précarité d'emploi des PSE.

Les PSE dans l'éducation de la petite enfance

Les participant·e·s ont discuté de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le secteur de l'éducation de la petite enfance (EPE). Il a été observé que : un grand nombre d'éducateur·trice·s de l'EPE ont quitté la profession, provoquant une grave pénurie de main-d'œuvre dans le secteur ; en dépit de s'être attiré la sympathie du public, les conditions de travail des éducateur·trice·s de l'EPE ne se sont pas améliorées ; les ressources allouées à la reprise de l'EPE étaient limitées dans le temps. Toutefois, les participant·e·s ont également souligné quelques nouveaux mécanismes de financement positifs apparus à la suite de la pandémie, comme une augmentation des dispositions relatives au télétravail et le recrutement de nouveau personnel spécialisé en technologie de l'information.

En ce qui concerne les acteurs non étatiques de l'EPE, la FLC-CGIL a relevé des différences entre les systèmes du nord et du sud de l'Italie ainsi que la difficulté d'organiser les PSE dans les centres catholiques d'éducation de la petite enfance. La CSQ a fait état de services d'EPE réglementés et subventionnés, avec une qualité supérieure dans les établissements publics.

Les principales priorités recensées dans le secteur sont notamment : la valorisation et le respect des PSE (l'EPE est de l'enseignement et pas de la garde d'enfants), des salaires décents, une formation adéquate, le financement nécessaire pour garder le personnel actif, les conditions de travail, le recrutement et la rétention des PSE dans le secteur et au sein du syndicat.

Les PSE dans l'enseignement supérieur

Les participant·e·s ont relevé qu'il existe un problème de « double invisibilité » pour les PSE de l'enseignement supérieur quand les syndicats représentent essentiellement les enseignant·e·s de l'enseignement fondamental. Alors que certains membres du personnel de l'enseignement supérieur ont pu travailler à distance pendant la pandémie de COVID-19, un grand nombre de membres des PSE ont dû travailler en présentiel en mettant leur santé en péril.

Les principales priorités des syndicats étaient notamment : la pénurie de PSE,



l'organisation des PSE et faire en sorte qu'ils puissent participer aux activités syndicales, les salaires, la privatisation de certains rôles de PSE (comme les services de cantine) et la charge de travail.

Parmi les stratégies d'amélioration des conditions de travail des PSE qui ont été couronnées de succès, on peut citer : l'organisation intersectorielle ; montrer que les PSE sont valorisés au sein du syndicat grâce à des initiatives comme « le PSE de l'année » ou « la semaine des personnels de soutien » ; veiller à la représentation des PSE au sein du syndicat ; et l'établissement d'alliances.

Ateliers | Les PSE pour l'inclusion et la durabilité

Les ateliers suivants se sont concentrés sur le rôle des PSE dans la promotion de classes inclusives et durables. Les participant·e·s ont choisi d'assister à l'un des trois ateliers décrits ci-dessous.

Le rôle des PSE dans la promotion de classes inclusives

Cet atelier était dirigé par la FNE (Portugal).

José Cardoso, FNE (Portugal), a fait remarquer que pratiquement tous les enfants, même ceux qui rencontrent des difficultés, peuvent tirer profit de classes

inclusives. La formation du personnel est capitale pour s'adapter aux différences entre les élèves.

Alexandra Bojanic, SNUipp-FSU (France), a également estimé que la formation était fondamentale. L'inclusion va plus loin que le simple fait de regrouper des élèves dans la même classe. La formation doit avoir lieu durant les heures de travail et tout le personnel doit en bénéficier afin de favoriser le travail d'équipe. Le fait que tout le personnel éducatif n'ait pas le même employeur ou le même statut complique les choses.

Rita Nogueira, FNE (Portugal), une psychologue, a insisté sur la nécessité d'adapter en profondeur les méthodes pédagogiques. Le personnel éducatif doit être capable de mieux comprendre les élèves, de manière à être en mesure d'adapter leur attitude et leurs attentes au caractère et aux aptitudes de chaque individu. Un élève timide, par exemple, ne devrait pas être pénalisé par une mauvaise note à l'oral. Le personnel éducatif doit adopter une approche positive et valoriser les élèves.

Tout cela nécessite un engagement total de la part du personnel éducatif qui vit dans un environnement de tensions et de changements constants. Il a besoin de pouvoir penser à lui avant d'aider les autres. Préserver le bien-être psychologique du personnel éducatif est une priorité.



Le modérateur a observé que la nécessité de l'inclusion à l'école s'inscrit dans un contexte plus vaste. Au niveau de la société, les familles sont de plus en plus diverses. Même les enfants de migrant·e·s, par exemple, ont besoin d'une approche qui tienne compte du facteur culturel. L'inclusion à l'école fait partie de la construction de la citoyenneté, laquelle requiert un engagement institutionnel et une approche holistique.

Les participant·e·s ont évoqué les défis liés aux cadres juridiques et à leur mise en œuvre : tandis qu'un participant appréciait une loi nationale particulièrement ambitieuse en matière d'ambition, il·elle·s ont toutefois observé que la législation ne suffit pas et que les moyens de sa mise en œuvre sont tout aussi importants. De même, un autre participant a mentionné que dans son pays, les moyens sont insuffisants pour appliquer les dispositions positives de la loi.

Les collègues ont également fait valoir que les écoles évoluent dans un environnement. Il est possible de les rendre plus fraternelles et plus démocratiques. La notion de démocratie requiert de donner davantage à ceux qui en ont besoin pour atteindre un équilibre. On ne peut pas traiter tout le monde de la même manière. Sans quoi, on risque de creuser les inégalités au sein de l'école.

La nécessité de posséder des compétences spécifiques afin d'inclure les élèves ne concerne pas uniquement les

enseignant·e·s, mais aussi l'ensemble du personnel à l'intérieur et en dehors de la salle de classe.

On ne peut oublier les élèves qui ne peuvent pas être inclus et pour lesquels des compétences spécifiques sont requises.

Les PSE et une transition juste

Jennifer Ulrick, Internationale de l'Éducation, a présenté un aperçu de la campagne de l'IE [Enseignez pour la planète](#) et de la [recherche de l'IE sur une transition juste dans le secteur de l'éducation](#). Elle a souligné le rôle important que les PSE ont à jouer pour assurer une éducation de qualité au changement climatique et créer des établissements d'enseignement à l'épreuve du changement climatique, ainsi que pour s'engager en faveur du climat. Elle a insisté sur le fait qu'une transition juste dans le secteur de l'éducation requiert de défendre des conditions de travail décentes pour les PSE dans le contexte de l'aggravation des conséquences du changement climatique.

Arta Dedaj-Salad, NEU (Royaume-Uni), a souligné [les contributions des PSE dans l'écologisation des écoles](#) en dépit des défis qu'ils rencontrent. Il a expliqué comment le NEU encourageait ses membres à devenir des militant·e·s du climat. Cela comprend un réseau sur le changement climatique, des représentant·e·s soucieux·euses de l'environnement, des représentant·e·s pour



la santé et la sécurité, des responsables environnementaux et des possibilités de lancer des actions de plaidoyer nationales et internationales en faveur du climat.

Isabell Tebula, SADTU (Afrique du Sud), a indiqué que [le programme scolaire sud-africain inclut l'éducation au changement climatique](#) et que le syndicat encourage ses membres à se porter volontaires pour devenir des ambassadeur·drice·s de la justice climatique. Le gouvernement dispense aux PSE une formation afin de leur fournir des compétences en matière de transition numérique.

Jane Porter, NZEI (Nouvelle-Zélande), a expliqué comment, [aux yeux du NZEI, l'action syndicale en faveur d'une transition juste est intimement liée aux efforts actuels de décolonisation du syndicat](#). Le travail syndical repose sur son traité fondateur, un ensemble de principes maoris. Le « Kaitiakitanga », par exemple, fait référence au lien entre l'humanité et la nature, qui est un rôle de gardien, ce qui encourage le militantisme climatique. Le syndicat s'efforce de pérenniser les contrats de travail des PSE, participe à des actions plus larges en faveur d'une transition juste, organise une conférence sur le climat, s'efforce d'organiser la communauté et de former ses membres et veille à un engagement de tout le syndicat en faveur de la justice climatique et de la décolonisation.

La discussion a mis en lumière la diversité de la mesure dans laquelle les syndicats

accordent la priorité aux questions climatiques en leur sein ainsi que dans la politique gouvernementale sur l'éducation et le changement climatique. En dépit du sentiment que ces questions sont loin d'être des dossiers syndicaux fondamentaux, les participant·e·s ont indiqué que l'action syndicale en faveur d'une transition juste est un travail syndical. Elle peut être un outil pour organiser les jeunes (pour lesquels la justice climatique est une préoccupation essentielle) et elle est importante lorsque les conditions de travail des PSE risquent de se détériorer en raison de la crise climatique (par exemple, en raison de lieux de travail qui ne sont pas sûrs et de charges de travail plus lourdes).

[Cliquez ici](#) pour consulter des ressources utiles en ligne du NZEI sur une transition juste (en anglais).

Le rôle des PSE pour garantir les droits et l'inclusion des personnes LGBTI+

IGLYO, l'organisation internationale des jeunes et des élèves lesbiennes, gays, bisexuel·le·s, transgenres, queer et intersexué·e·s (LGBTQI), a dirigé cet atelier.

Joao Lopes, IGLYO, a partagé [les résultats de l'enquête sur l'éducation inclusive](#) de son organisation, qui met en évidence les niveaux élevés de harcèlement dont sont victimes les jeunes LGBTQI dans les écoles et le sous-signalement de ces incidents.



[Ces résultats soulignent la nécessité cruciale d'une approche inclusive exhaustive de l'ensemble de l'établissement](#) pour créer des écoles sûres et solidaires pour les apprenant·e·s LGBTQI.

Les participant·e·s ont évoqué les politiques et actions qui peuvent être prises par le personnel pour favoriser des écoles inclusives.

En voici quelques exemples :

1. Élaborer et appliquer des politiques de non-discrimination et de lutte contre le harcèlement, qui mentionnent expressément l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles et adopter une approche proactive plutôt que réactive.
2. Contrôler l'ambiance à l'école et mener des recherches sur l'expérience des apprenant·e·s LGBTQI.
3. Faire en sorte que l'ensemble du personnel de l'établissement soit formé et connaisse des stratégies pour faire face au harcèlement scolaire, utiliser un langage inclusif et comprendre que les élèves LGBTQI font face à des formes de discrimination croisée.
4. Faire en sorte que les élèves aient des représentations positives des personnes LGBTI dans les programmes scolaires et le matériel didactique.
5. Collaborer avec des organisations de la société civile capables d'organiser et de

soutenir des activités, des formations et des efforts de plaidoyer avec les élèves.

Les participant·e·s ont également réfléchi aux défis que pose le contexte sociopolitique actuel dans de nombreux pays, où des réactions organisées de rejet par la droite menacent le bien-être des PSE, des enseignant·e·s et des élèves. Les syndicats de différents pays devant faire face à des contextes politiques très variés, il a été suggéré que les syndicats concluent des alliances avec d'autres syndicats confrontés à des situations similaires. L'importance des activités syndicales à l'échelle nationale a également été soulignée dans des contextes où il existe des différences régionales ou entre les États à l'intérieur d'un pays.

Délibérations sur la déclaration de la conférence

La Déclaration d'Aveiro entend présenter un résumé des concepts clés qui ont été discutés lors de la conférence et constituer un outil de plaidoyer pour les syndicats appelant à une meilleure reconnaissance et à davantage d'investissement dans les PSE. Elle a été rédigée au cours des mois précédant la conférence par le Secrétariat de l'IE avec l'aide d'un groupe de référence, ouvert à toutes les organisations membres de l'IE.

Les participant·e·s ont discuté du projet de déclaration par groupe de langue, en insistant sur les questions prioritaires ayant le plus de résonance dans leurs contextes



nationaux respectifs et en suggérant des modifications. Les contributions ont été recueillies et collationnées pour aboutir à une version finale révisée de la déclaration.

Plénière 2 : Séance de clôture

Manuela Mendonça, FENPROF, membre du Bureau exécutif de l'IE, a fait office de modératrice.

Message vidéo :

Les participant·e·s ont regardé un message vidéo du **Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, OMS**, destiné à célébrer la Journée mondiale des PSE. Il a remercié les PSE pour leur contribution au cours de la pandémie. [Vous pouvez regarder ce message ici.](#)

Panel



Au cours de cette dernière session de la journée, 4 membres du panel qui assistaient à la conférence sur les PSE pour la première fois ont fait part de leurs réflexions sur le déroulement de la journée et ont partagé les enseignements qu'ils ont retirés de la conférence jusqu'à présent.

Jaqueline Cristina da Silva Neves, CNTE (Brésil)

Jaqueline Cristina da Silva Neves a exprimé sa gratitude d'avoir eu l'occasion de partager les expériences d'autres collègues parce que les combats sont similaires dans de nombreux pays. Elle a souligné que tous les PSE du Brésil s'identifient comme des « éducateur·trice·s » car il·elle·s contribuent tou·te·s à une éducation de qualité.

Catharina Niwhede, STU (Suède)

Catharina Niwhede a déclaré qu'à ses yeux, la conférence constituait une excellente occasion d'apprendre à connaître des militant·e·s syndicaux·ales d'autres régions du monde. Elle a fait observer que nous pouvons travailler ensemble pour faire face

aux coupes budgétaires, qui affectent les PSE et, en fin de compte, les élèves.

Mamadou Kone Halimatou, SYNAFEN (Niger)

Mamadou Kone Halimatou a déclaré qu'il était émouvant pour elle d'assister à cette conférence. Elle a raconté son histoire. Elle a été membre des PSE pendant de nombreuses années et s'est consacrée à dispenser une éducation inclusive aux élèves handicapés. Au Niger, les PSE travaillent dans des conditions extrêmement difficiles et sont peu soutenus. Ils ont besoin de davantage de formations et de meilleurs salaires et il faut également davantage de personnes capables d'exercer ce travail.

Francia Briceno, SEC (Costa Rica)

Francia Briceno a apprécié les discussions sur le financement et la privatisation. Au Costa Rica, les syndicats luttent contre la privatisation, mais également pour que les budgets de l'éducation soient utilisés avec sagesse. Le développement des capacités des PSE, par exemple, est capital pour une éducation inclusive. Elle a fait observer que la plupart des PSE sont des femmes et, par conséquent, lutter pour la dignité des PSE relève également de l'égalité des genres.

Jour 2 de la conférence : Quelle est notre vision et comment la réaliser ?

Durant la seconde et dernière journée de la conférence, les participant·e·s ont dégagé une vision commune afin de renforcer les droits et le statut des PSE et ont discuté de stratégies concrètes pour faire de cette vision une réalité.

Le Caucus des femmes

Les participant·e·s s'identifiant en tant que femmes ont été invité·e·s à se réunir dans un espace sûr pour discuter des priorités pour les femmes syndicalistes défendant les droits et le statut des PSE, les femmes représentant la majorité des travailleur·euse·s dans de nombreuses fonctions des PSE. Voici quelques-unes des principales questions qui ont été abordées :

- La violence et le harcèlement à l'égard des femmes (et leur aggravation lors de la pandémie de COVID) ainsi que les mesures prises par les syndicats pour défendre les droits de leurs membres féminins et renforcer leur bien-être ;
- L'impact de la pandémie sur la participation syndicale des femmes (une augmentation a été observée, qui est due aux nouvelles possibilités de s'engager en ligne) ;
- L'engagement des femmes dans les syndicats – en favorisant le leadership des



femmes et en évitant qu'elles supportent la charge administrative dans le cadre du travail syndical ;

- La charge de travail et le défi que doivent relever les membres féminins des PSE en raison de leurs multiples responsabilités professionnelles et de soin ;
- Les conditions de travail précaires des membres féminins des PSE.

Il a été observé que cela a été un espace important de discussion et, lors des prochaines conférences, une participation accrue au caucus des femmes pourrait être rendue possible en l'incluant dans le programme principal.

Plénière 3 : Les droits et le statut des PSE : échanger des stratégies qui ont été couronnées de succès pour faire de notre vision une réalité

Cette plénière avait pour but de fournir des idées et des inspirations aux syndicats concernant la manière de relever les défis évoqués lors de la première journée de la conférence.

Antonia Wulff, Internationale de l'Éducation, a été la modératrice de la séance.

Message vidéo

Les participant·e·s ont regardé une vidéo de **Stefania Giannini, UNESCO**, qui a souligné la contribution des PSE à une éducation de qualité et a appelé la communauté mondiale à investir dans des conditions de travail décentes pour tous les membres de la communauté éducative. [Vous pouvez regarder la vidéo ici.](#)

Panel

Le panel a discuté de stratégies syndicales efficaces pour améliorer les conditions de travail.

Anaclara Liberatori, Asociación de Trabajadores de Enseñanza Secundaria, ATES (Uruguay)

L'ATES collabore avec succès avec d'autres syndicats de tous les niveaux d'enseignement ainsi qu'avec des représentant·e·s du personnel enseignant. Ensemble, ils ont créé une plateforme pour lutter contre la privatisation de l'éducation, qui entraîne l'externalisation et le licenciement des PSE.

Ally Kamplen, NZEI, cadre nationale (Nouvelle-Zélande)

Après avoir commencé par les aides enseignant·e·s, les revendications d'égalité des salaires pour les femmes et les hommes défendues par le NZEI pour



différents rôles de PSE ont été entendues. Elles ont abouti à des corrections salariales de 20 à 70 % pour les PSE. Les corrections salariales de 70 % ont été accordées aux personnels de soutien spécialisés en langue maorie, ce qui signifie qu'ils ont enfin été rémunérés à hauteur de leurs compétences et de leurs qualifications. Cette augmentation de salaire a changé leur vie, étant donné que ces travailleur·euse·s étaient gravement sous-payé·e·s et sous-évalué·e·s dans le passé. Les corrections salariales signifient également qu'il·elle·s ont pu cesser de cumuler plusieurs emplois.

Les victoires en matière d'égalité des salaires pour les femmes et les hommes sont le résultat d'une longue campagne syndicale et d'un processus rigoureux. Le syndicat a commencé par interroger les PSE et leurs responsables dans tout le pays afin de parvenir à des descriptions de tâche précises. Ensuite, il a comparé le travail à des emplois similaires dominés par des hommes. Dans le cas des aides enseignant·e·s, leur travail a été comparé aux responsables des corrections et la comparaison a révélé l'inégalité de salaire entre ces emplois similaires. Le succès de la campagne trouve son origine dans le fait que les PSE ont raconté leur histoire et n'ont pas eu peur de se rassembler pour renforcer leur pouvoir.

[Cliquez ici](#) pour des ressources utiles en ligne du NZEI sur l'égalité salariale.

Kaba Sory, Fédération des Organisations de Syndicats du secteur Éducation/Formation de la FESACI

Kaba Sory a partagé deux nouvelles positives récentes sur les PSE en Côte d'Ivoire.

En Côte d'Ivoire, certains membres du personnel sont chargés de la sécurité de l'établissement scolaire, de le nettoyer, d'accompagner les élèves aux toilettes ou de les faire traverser la rue. Cette catégorie de PSE s'est mobilisée et a constitué un syndicat. Ils ont ainsi été en mesure de négocier une augmentation de salaire avec le gouvernement. Ils gagnent désormais le salaire minimum, soit 120 euros.

Dans les écoles maternelles et élémentaires, certains PSE sont chargés d'aider l'enseignant·e à gérer la classe. Le problème est que ces personnes travaillent sans avoir aucune formation. Après avoir discuté avec le gouvernement, le syndicat a réussi à obtenir une formation pour ces PSE.



La force du public : ensemble on fait école !



Rebeca Logan, Internationale de l'Éducation, a présenté la campagne de l'IE [La force du public : ensemble on fait école !](#)

Cette campagne a pour but de mobiliser davantage de fonds pour financer l'enseignement public. Elle est menée par les syndicats de l'éducation représentant la voix des travailleur·euse·s de l'éducation.

La force du public : ensemble on fait école ! répond au contexte actuel d'austérité, de coupes budgétaires, de privatisation et de dégradation des conditions de travail.

La campagne soutient qu'il existe un financement suffisant pour investir durablement dans l'éducation et dans le personnel éducatif pour parvenir à une éducation de qualité pour tou-te·s. Toutefois, trop de fonds publics sont utilisés dans d'autres domaines, comme le service de la dette, la fraude fiscale, les subventions aux combustibles fossiles et les dépenses militaires. La campagne exhorte les gouvernements à allouer des fonds au secteur de l'éducation et à investir de la sorte dans un avenir juste.

La campagne repose sur un contenu narratif fort :

- Nous, les personnels de soutien à l'éducation, sommes le cœur battant, les bâtisseurs, les créateurs de l'école, des communautés éducatives. Nous avons droit au respect, à l'autorité, à la dignité et à la rémunération que nos professions méritent. Nous possédons les connaissances, l'expérience et l'autorité pour guider nos élèves afin de créer un avenir plus juste et plus inclusif.
- Nous faisons partie d'un mouvement. Nous croyons au public, nous croyons que l'éducation est un droit humain et un bien public. Nous résistons à la privatisation, à la cupidité des entreprises et aux profiteurs qui veulent piller nos ressources communes et utiliser nos enfants pour faire de l'argent et servir leurs intérêts privés.
- Nous croyons que des systèmes d'enseignement publics pleinement financés et le personnel de l'éducation sont la clé d'un avenir durable pour tou-te·s. Les personnels de soutien à l'éducation sont une partie essentielle de la communauté éducative. L'ensemble du personnel éducatif est nécessaire pour éduquer un élève.

Rebeca Logan a mis en évidence la manière dont les organisations membres de l'IE du monde entier participaient à la campagne et elle a encouragé les participant·e·s à la conférence à s'y engager.

Pour en savoir plus sur la campagne, [consultez le site web de la campagne ici](#).

David Edwards, Internationale de l'Éducation, a indiqué qu'il a lancé la campagne dans chaque région du monde. Il est convaincu que cette campagne est urgente, nécessaire et dotée d'un potentiel énorme, parce que les syndicats ont réellement le pouvoir de changer le visage du financement de l'éducation. Selon lui, grâce à la campagne, nous pouvons faire en sorte que la communauté mondiale comprenne l'histoire de notre mouvement. L'IE est prête à soutenir les activités de campagne de chaque syndicat en mettant à disposition des recherches, du matériel et des orateur·trice·s. La campagne renforcera le pouvoir de nos syndicats.

Ateliers | Des outils pour gagner ! Faire campagne pour de meilleures conditions de travail

Les participant·e·s ont ensuite été invité·e·s à rejoindre des ateliers pour discuter de stratégies destinées à mener des campagnes concrètes et réussies sur le financement, le bien-être des PSE et de nombreux autres dossiers spécifiques en lien avec les conditions de travail des PSE.

La force du public : ensemble on fait école ! – Campagne 101

[Les participant·e·s ont discuté des objectifs clés de la campagne](#) *La force du public :*

ensemble on fait école ! dans leurs pays respectifs. En voici quelques exemples : des élèves qui aiment apprendre et des éducateur·trice·s formé·e·s et soutenu·e·s qui aiment leur travail ; investir dans des infrastructures scolaires sûres ; financement équitable de l'éducation ; effectifs en nombre suffisant ; et mettre un terme à la privatisation.

Il·elle·s ont également discuté des stratégies qui pourraient être utilisées pour parvenir au changement que nous souhaitons. Cela inclut des activités de campagne régulières (par exemple, porter du noir tous les jeudis en Afrique du Sud), humaniser l'impact des coupes budgétaires et travailler avec les communautés locales.

La santé et le bien-être des PSE : l'enquête I-BEST

Cette session était consacrée aux résultats de l'enquête I-Best (enquête sur la santé et le bien-être des éducateur·trice·s) réalisée par le **Réseau Éducation et Solidarité**. La première enquête I-Best a été menée en 2015 dans 5 pays. La deuxième édition englobe les PSE et s'est déroulée en Argentine, au Québec, au Cameroun, en Espagne, en France, au Maroc, en Belgique, en Suisse et en République démocratique du Congo.



Les organisations membres de l'IE assistant au panel ont discuté de leur participation à l'enquête, de la manière d'inciter les membres à participer aux études et de l'importance d'utiliser la recherche à des fins de plaidoyer lors des réunions avec les parties prenantes.

Marie-Josée Dallaire, CSQ (Québec) : 8 000 membres ont répondu à l'enquête, ce qui donne un bon aperçu des points de vue des affilié·e·s. Les données ont servi aux campagnes du syndicat dans les médias et ont montré au gouvernement quel est le sentiment des travailleur·euse·s : il·elle·s sont surchargé·e·s.

Cuqui Vera Belmonte, FECCOO (Espagne) : 3.000 membres ont répondu à l'enquête. Le taux élevé de participation est dû aux efforts de diffusion du syndicat, qui ont pris la forme de brochures, de conférences de presse et de vidéos sur les réseaux sociaux. Le syndicat considère que le bien-être et la santé mentale sont un domaine prioritaire d'action et que l'enquête est une bonne manière de rassembler des données sur la question.

Boris Faure, UNSA (France) : Boris Faure a expliqué que l'UNSA dispose d'un baromètre spécifique pour les PSE. Ces derniers voient la recherche comme une façon d'attirer l'attention sur le sujet tant auprès du ministère que du grand public.

Les participant·e·s ont convenu qu'une action syndicale sur la santé mentale et le bien-être des PSE est capitale en raison des

multiples difficultés qu'ils rencontrent, comme le manque de reconnaissance, des charges de travail ingérables, la violence et le harcèlement ainsi que le stress. Il·elles ont également insisté sur l'importance de veiller à ce que le militantisme syndical n'affecte pas négativement le bien-être et la santé mentale des PSE.

Consolider le pouvoir syndical en menant une campagne thématique

Carl Williams et Lauren Samet de l'AFT ont animé cette session.

L'AFT a partagé [certaines campagnes thématiques](#) menées par le syndicat :

- **Campagne sur le salaire de subsistance.**
- **Campagne sur le respect.**
- **Préserver nos lieux de travail.**

Vous pouvez consulter le matériel de campagne [ici](#).

Les participant·e·s ont discuté d'autres campagnes thématiques qui pourraient être menées sur la base de ce que les PSE méritent : un salaire de subsistance, un travail à temps plein et les prestations qui en découlent, un perfectionnement professionnel continu, du personnel en nombre suffisant, des conditions de travail sûres et l'absence d'externalisation.



Par exemple :

- **Campagne sur le temps de travail** : de nombreux PSE ne sont pas payés pour leurs heures supplémentaires (par exemple, le personnel d'entretien qui doit travailler plus tard si d'autres personnes se trouvent dans le bâtiment). Pour résoudre ce problème, une solution possible est de travailler selon les règles (ne travailler que le nombre précis d'heures mentionnées dans le contrat), mais pour de nombreux PSE, cette idée est considérée comme un dernier recours parce qu'ils ne veulent pas que les élèves en subissent les conséquences. Une campagne fructueuse pourrait impliquer de raconter des histoires sur les heures supplémentaires travaillées et leur importance pour la sécurité et le bien-être des élèves et gagner ainsi le soutien des parents.

- **Campagne contre l'externalisation** : cette campagne pourrait être couronnée de succès en montrant aux parents les dangers de l'externalisation des fonctions des PSE ; le personnel contractuel avec des contrats de courte durée ne fait pas partie de la communauté scolaire et ne connaît pas les élèves comme le personnel à plein temps.

- **Campagne sur la pénurie de PSE** : cette campagne réclamerait des effectifs minimums à respecter et montrerait comment le bien-être des PSE, des enseignant·e·s et des élèves est affecté lorsque ce niveau minimum n'est pas atteint. Elle pourrait également appeler à un

renforcement de l'attractivité d'une carrière de PSE en augmentant les salaires, les avantages et les conditions de travail.

Les outils suggérés pour soutenir les campagnes thématiques étaient notamment les suivants :

- Enquêtes, données
- Langage contractuel type
- Chercheur·euse·s et expert·e·s
- Descriptions de poste
- Bases de données thématiques de récits de PSE, incluant des vidéos à utiliser sur les réseaux sociaux.

Ateliers | Consolider le pouvoir syndical

La défense des droits et du statut des PSE nécessite des syndicats forts. La session suivante s'est donc concentrée sur pourquoi et comment renforcer le pouvoir syndical.



Renforcer notre capacité de renouveau syndical



La conférence s'est scindée en deux groupes pour discuter du renouveau syndical. Les ateliers interactifs se sont concentrés sur l'examen de deux questions : 1. Qu'est-ce que le renouveau syndical ? et 2. Quels sont les obstacles au renouveau syndical et comment les surmonter ?

Cet atelier s'inscrivait dans le fil thématique de la conférence « Consolider le pouvoir syndical ». En effet, pour améliorer le statut de leurs membres en termes de formation, de conditions de travail, de salaire et de respect et relever les défis que rencontrent les systèmes éducatifs, les syndicats des PSE doivent se renforcer et se renouveler.

En ce qui concerne le format, la session était conçue pour être très interactive. Les participant·e·s ont été divisé·e·s en groupes linguistiques, un anglophone et l'autre multilingue. Délibérément, aucune information sur le travail de l'IE et de ses affiliés sur le renouveau syndical n'a été dévoilée aux délégué·e·s avant la session. L'objectif était de permettre l'émergence de

remarques et de propositions spontanées des participant·e·s.

Quels sont les obstacles au renouveau syndical et comment les surmonter ? Les participant·e·s ont réfléchi individuellement et ont comparé leurs analyses et leurs propositions.

Il ressort des résultats de ces ateliers qu'il existe un consensus sur les raisons pour lesquelles un renouveau syndical est nécessaire et qu'un accord s'est dégagé sur les grandes priorités.

Les obstacles au renforcement du pouvoir syndical sont à la fois internes (traditions) et externes (privatisation, par exemple). Voici quelques pistes mentionnées par les participant·e·s pour surmonter les obstacles et engager les syndicats sur la voie du renouveau :

- Se rapprocher de la base, écouter davantage les membres et parler moins ;
- Favoriser l'expression d'opinions diverses et faire participer les membres au processus décisionnel (démocratie interne) ;
- Être plus inclusifs (en particulier vis-à-vis des femmes et des jeunes) ;
- Revoir certaines pratiques (comme les grèves) ;
- Mieux former les militant·e·s ;
- Conclure des alliances ; et

- Renforcer la syndicalisation et élaborer des stratégies d'organisation fondées sur les principes précités.

Ateliers | Mener des actions sur les questions qui nous intéressent

Lors du dernier cycle d'ateliers, les participant·e·s ont examiné le rôle des PSE en termes de soutien aux élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux, le rôle de la recherche pour soutenir l'action syndicale et les mesures que nos syndicats peuvent prendre pour devenir plus puissants, plus pertinents et plus équitables.

Faire équipe pour soutenir les élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux

Cette session était dirigée par la CSQ.

La CSQ a présenté [un aperçu détaillé de la fourniture de services éducatifs spéciaux au Québec](#) dans les secteurs public et privé ainsi que dans l'enseignement supérieur. Un nouvel enjeu exposé en détail concerne la manière dont le financement est réparti en fonction du nombre d'élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux qui nécessitent un diagnostic spécifique. Le modèle de financement repose sur une allocation de base versée aux organisations scolaires, complétée par des allocations supplémentaires attribuées en fonction du nombre d'élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux. En conséquence, les

modes de financement influencent la diversité et l'accessibilité des services supplémentaires professionnels et de soutien proposés aux élèves.

Néanmoins, plusieurs études révèlent que les besoins et les diagnostics d'élèves ayant des besoins particuliers augmentent au Québec.

Ces facteurs influencent également la capacité des PSE et des enseignant·e·s à répondre efficacement aux besoins de tous les élèves.

Dans le secteur privé, la FPEP-CSQ a expliqué que le modèle de financement particulier soulève des défis similaires dans le secteur privé. Certaines écoles manquent des ressources et les enseignant·e·s et les PSE ne possèdent pas la formation nécessaire pour répondre adéquatement aux besoins des élèves ayant des besoins éducatifs particuliers.

Dans l'enseignement supérieur, les étudiant·e·s ayant des besoins éducatifs spéciaux doivent souvent se battre pour passer de l'enseignement secondaire au supérieur.

À cet effet, la CSQ considère que le système peut être amélioré :

- a. En définissant ensemble les rôles et responsabilités de chaque PSE ;
- b. En renforçant la collaboration entre les enseignant·e·s et les PSE afin de mettre



en place les conditions permettant aux élèves de réussir ;

c. En améliorant l'accès à des ressources de perfectionnement professionnel pour les PSE et à du matériel pour les élèves ;

d. En développant des modèles d'intervention correspondant à la réalité de l'élève ;

e. En améliorant et en menant des recherches ; et

f. En valorisant les PSE dans des [campagnes visant à améliorer le statut de la profession](#).

Au cours de la discussion, plusieurs participant·e·s ont insisté sur la difficulté de garantir une éducation inclusive à tous les niveaux d'enseignement. Un participant a indiqué que dans l'enseignement supérieur de son pays, le gouvernement n'est pas en mesure de fournir des orientations sur l'administration de services éducatifs particuliers, parce que les universités sont autonomes. Un autre a expliqué que, dans son pays, les enseignant·e·s reçoivent un budget particulier en fonction des besoins éducatifs spéciaux de leurs élèves, mais que ce financement ne s'étend ni à l'enseignement secondaire ni à l'enseignement supérieur, ce qui limite la capacité des élèves à terminer leur cycle d'études complet. Il a été avancé qu'un contrôle et une réglementation plus clairs des dépenses publiques en matière de

services éducatifs particuliers sont nécessaires.

D'autres participant·e·s ont souligné que la disponibilité d'une formation de qualité, de ressources et de conditions de travail propices (notamment des salaires décents, des tailles de classe gérables et des familles qui apportent leur soutien) pour les éducateur·trice·s est un enjeu clé de la fourniture d'un enseignement de qualité aux élèves ayant des besoins spéciaux.

Exploiter nos connaissances sur les PSE pour les aider à s'organiser et à s'engager et soutenir les membres des PSE

Cette session était dirigée par Janie White et Amber Parker de la NEA.

La NEA a partagé certaines des [conclusions de sa récente étude sur ses membres PSE](#). Elle a expliqué que les données de l'enquête pouvaient être utilisées de façon stratégique pour aider les membres des PSE à s'organiser et à s'engager et les soutenir. Ainsi, les données démographiques des répondant·e·s (telles que la race, le genre, le niveau d'études) ont été comparées aux données nationales sur les PSE afin de déterminer où le syndicat pourrait attirer de nouveaux membres. Les données sur l'utilisation par les PSE des initiatives d'assistance publique et sur les personnes endettées ont livré des



informations empiriques solides pour obtenir une augmentation des salaires des PSE. En comparant les données de façon longitudinale dans le temps, il a été possible de dégager des tendances politiques.

Les participant·e·s ont discuté de la manière dont il·elle·s pourraient exploiter la recherche et les enquêtes dans leur contexte national, mais ont aussi débattu de l'importance de lire « entre les lignes » lors de l'analyse des données. Ainsi, plusieurs répondant·e·s peuvent être gêné·e·s d'avoir recours à des initiatives d'assistance publique, ce qui peut aboutir à un sous-signalment lorsqu'une enquête les interroge sur ce sujet ; ou certains groupes identitaires pourraient être moins susceptibles de répondre à l'enquête (pour différentes raisons, comme la charge de travail ou les responsabilités de soin), ce qui conduit à leur sous-représentation dans les résultats.

Renouveau syndical : les prochaines étapes

À la suite du premier atelier sur le renouveau syndical, celui-ci a approfondi les différents aspects du renouveau syndical, en se servant des ressources de l'IE en la matière.

[L'outil de l'IE pour le renforcement des syndicats peut être téléchargé ici.](#)

Plénière 4

Les participant·e·s se sont réuni·e·s pour la dernière session animée par **Antonia Wulff de l'Internationale de l'Éducation**. Les participant·e·s sont convenu·e·s à l'unanimité d'adopter la déclaration d'Aveiro : *La force du public : ensemble on fait école avec les personnels de soutien à l'éducation !*

Conclusions : Joaquim Santos, FNE

Joaquim Santos a souligné l'importance de la création d'une Journée mondiale des personnels de soutien à l'éducation en 2018 et a déclaré que cela avait été un plaisir de la célébrer cette année à Aveiro.

Il a également souligné que cette conférence visait à valoriser et à célébrer les personnels de soutien à l'éducation, en promouvant la compréhension et la diversité. Il a insisté sur la nécessité de l'auto-reconnaissance et de la reconnaissance sociétale du rôle essentiel joué par les PSE dans l'éducation. Il a évoqué les enjeux que sont la diversité, la transition numérique et l'égalité entre les hommes et les femmes et a mis l'accent sur l'importance des investissements, de la stabilité d'emploi et de conditions de travail décentes pour l'ensemble des personnels de soutien à l'éducation.

Joaquim Santos s'est déclaré confiant dans l'impact qu'aura la déclaration d'Aveiro et a appelé à la reconnaissance mondiale et à la



visibilité des personnels de soutien à l'éducation. Enfin, il a remercié les participant·e·s et leur a souhaité bonne chance, en formant le vœu qu'il·elle·s nouent des collaborations pour lutter pour un enseignement de qualité et un meilleur statut des personnels de soutien à l'éducation dans le monde.

Conclusions : David Edwards



Le secrétaire général de l'IE, David Edwards, a fait part de sa joie d'avoir participé en personne à cette conférence après la longue séparation due à la pandémie et a réfléchi aux débats productifs qui ont eu lieu au cours de la conférence.

Il a pris note des défis particuliers que rencontrent les PSE, encore aggravés par la pandémie de COVID-19, les coupes budgétaires, la privatisation, les inégalités et la crise climatique. Il a souligné qu'en travaillant de manière solidaire en tant que mouvement syndical mondial, nous avons la force de relever ces défis.

Le financement a été identifié comme une condition préalable essentielle pour défendre la vision exposée dans la *Déclaration de l'Internationale de l'Éducation relative aux droits et au statut des personnels de soutien à l'éducation*. David Edwards a insisté sur le fait qu'un financement public adéquat était nécessaire pour garantir un travail décent aux PSE, améliorer les conditions de travail, offrir des possibilités de perfectionnement professionnel, favoriser des environnements d'apprentissage inclusifs et soutenir la transition vers des établissements d'enseignement plus respectueux de l'environnement.

Il a présenté la campagne de l'Internationale de l'Éducation *La force du public : ensemble on fait école !* comme une initiative lancée pour faire pression sur les gouvernements et obtenir le plein financement de l'enseignement public et une rémunération équitable des travailleur·euse·s de l'éducation. Il a fait part de sa gratitude envers les participant·e·s à la conférence, tout en prenant acte de leurs contributions et des obstacles que certain·e·s ont rencontrés pour y assister. Il a également remercié les organisations partenaires, les hôtes de la conférence, le personnel, les interprètes, les technicien·ne·s et le personnel de l'hôtel pour leur soutien.

David Edwards a conclu en soulignant la nécessité de poursuivre la collaboration, la coordination et la solidarité afin de défendre les droits et le statut des PSE. Il a

rappelé l'engagement de l'Internationale de l'Éducation à maintenir le réseau des PSE et à assurer l'inclusion des problématiques propres aux PSE dans les programmes et congrès futurs.

Résultats de la conférence

[La Déclaration d'Aveiro](#), « La force du public : ensemble on fait école avec les personnels de soutien à l'éducation ! » résume les discussions de la conférence et est un outil de plaidoyer au niveau national. La déclaration contient une liste de revendications adressées aux gouvernements du monde entier les appelant à agir pour améliorer les conditions de travail des PSE. Veuillez la diffuser largement et l'utiliser pour faire avancer les droits et le statut des PSE dans votre pays ou territoire.

Observations finales

L'Internationale de l'Éducation souhaite remercier tou·te·s les participant·e·s à la deuxième Conférence mondiale sur les PSE pour leur participation active à l'événement et leur engagement à partager, à apprendre et à élaborer des stratégies ensemble. Nous attendons avec impatience la 3e Conférence mondiale sur les PSE.

Veillez consulter l'annexe 3 pour une analyse des réponses au formulaire d'évaluation de la conférence, qui a été envoyé à tou·te·s les participant·e·s.

Si vous souhaitez contacter l'Internationale de l'Éducation au sujet de la Conférence sur les PSE 2023, veuillez envoyer un courriel à l'adresse : espconference@ei-ie.org.

Si vous souhaitez contacter l'Internationale de l'Éducation au sujet des activités en cours en lien avec les PSE, veuillez envoyer un courriel à l'adresse : Jennifer.ulrick@ei-ie.org.



Annexe 1

Liste des participant·e·s à la conférence¹

Nom complet	Nom de l'organisation	Titre	Ville	Pays
Harrington, Trish	Australian Education Union	Responsable d'une école de commerce, Australie	Abbotsford	Australie
Peace, Meredith	Australian Education Union	Vice-président fédéral	Southbank	Australie
Borges, Juçara de Fátima	Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação	Directeur	Brasilia	Brésil
Bueno do Prado, José Carlos - Zezinho	Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação	Secrétaire des fonctionnaires	Brasilia	Brésil
da Silva Neves, Jaqueline Cristina	Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação			Brésil
De Moraes, José Valdivino	Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação	Secrétaire exécutif	Brasilia	Brésil

¹ Participant·e·s inscrit·e·s uniquement. Hors membres du personnel de l'IE.

de Oliveira Andrade, Guelda Cristina	Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação	Secrétaire des affaires éducatives	Brasilia	Brésil
Lima, João Marcos	Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação	Directeur	Brasilia	Brésil
Allaire, Luc	Centrale des syndicats du Québec	Relations internationales	Montréal	Canada
Dallaire, Marie- Josée	Centrale des syndicats du Québec	Vice-présidente de la Fédération du personnel de l'enseignement privé	Montréal	Canada
Fontaine, Valérie	Centrale des syndicats du Québec	Présidente FPSES	Saint- Hyacinthe	Canada
Massé, Sophie	Centrale des syndicats du Québec	Vice-présidente de la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec	Montréal	Canada
Perreault, Marjolaine	Centrale des syndicats du Québec	Directrice générale	Montréal	Canada
Briceño, Francia	Sindicato de trabajadoras y trabajadores de la educación costarricense	Secrétaire des femmes	San Pedro	Costa Rica
Chacon, Mora	Sindicato de trabajadores de la educación	Cheffe du département juridique	San José	Costa Rica

Kaba, Sory	Organisation des Syndicats de la Section Éducation/formation de la FESACI		Abidjan	Côte d'Ivoire
Bojanic, Alexandra	Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC	Secteur Droits et libertés et International	Paris	France
Faure, Boris	Syndicat Administration et intendance	Secrétaire national à l'international	Paris	France
Richard, Morgane	Réseau Éducation et Solidarité	Responsable de projet	Paris	France
Colindres Rodriguez, Selvin Noel	Colegio de Pedagogos de Honduras	Fiscal	Tegucigalpa	Honduras
Flores Alvarez, Celso	Colegio de Pedagogos de Honduras	Président	Tegucigalpa	Honduras
Hamilton, Miriam	Irish Federation of University Teachers	Secrétaire général adjoint	Dublin	Irlande
Chiodi, Stefania	Federazione Lavoratori della Conoscenza	Responsable des affaires internationales	Rome	Italie
Franchi, Claudio	Federazione Lavoratori della Conoscenza CGIL	Responsable des affaires internationales	Rome	Italie

Pistorino, Grazia Maria	Federazione Lavoratori della Conoscenza CGIL	Secrétaire nationale	Rome	Italie
Ntsibolane, Letsatsi	Lesotho Association of Teachers	Secrétaire général	Maseru	Lesotho
Awang, Aminuddin	National Union of the Teaching Profession Malaysia	Président	Kuala Lumpur	Malaisie
Singon, Fouzi	National Union of the Teaching Profession Malaysia	Secrétaire général	Kuala Lumpur	Malaisie
Kempen, Ally	NZEI Te Riu Roa	Cadre national	Wellington	Nouvelle-Zélande
Porter, Jane	New Zealand Educational Institute Te Riu Roa	Responsable stratégique – Écoles	Wellington	Nouvelle-Zélande
Halimatou, Mamadou Kone	Syndicat national des agents de la formation et de l'éducation du Niger	Secrétaire chargée des questions de genre et des personnels de soutien	NIAMEY	Niger
Barros Rebelo, Maria do Rosário	Confederação Sindical da Educação dos Países de Língua Portuguesa	Coordinatrice du cabinet d'études et de projets	Amarante	Portugal
Cardoso, José	Confederação Sindical da Educação dos Países de Língua Portuguesa	Secrétaire général	Amarante	Portugal
Dias da Silva, João	Federação Nacional da Educação	Secrétaire général	Porto	Portugal



Ferreira, Cristina	Federação Nacional da Educação	Présidente du STAAE Sul e RA (Syndicat des PSE du sud du Portugal, de Madère et des Açores)	Lisbonne	Portugal
Mendonça, Manuela	Federação Nacional dos Professores	Présidente du Bureau national	Lisbonne	Portugal
Ramalho, João	Federação Nacional da Educação	Président du STAAE-ZC (Syndicat des PSE du centre du Portugal)	Coimbra	Portugal
Santos, Joaquim	Federação Nacional da Educação	Commission exécutive	Porto	Portugal
Soares, Tiago	Federação Nacional da Educação	Département de la communication	Porto	Portugal
Lopes, Joao	International Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Queer & Intersex Youth & Student Org	Bureau exécutif de l'IGLYO		Portugal
Matebula, Isabell	South African Democratic Teachers Union	Secrétaire principale : Direction ECD	Pretoria	Afrique du Sud
García Mancera, José Luis	Comisiones Obreras (CCOO)	Secrétaire du personnel éducatif (PAE) FECCOO Espagne	Madrid	Espagne
Muñoz, Alfonso	Enseñanza	Secrétaire Pas	Leganés	Espagne
Vera Belmonte, Cuqui	Federacion de Enseñanza de CCOO	Responsable de la politique internationale	Madrid	Espagne

López Sanchis, Alejandro	Confederación de Sindicatos de Trabajadoras y Trabajadores de la Enseñanza - Intersindical			Espagne
Eriksson, Ina	Swedish Teachers' Union	Secrétaire internationale	Stockholm	Suède
Niwheide, Catharina	Swedish Teachers' Union	Conseillère éducative et orientation professionnelle	Limhamn	Suède
Holbourne, Zita	Public Services International	Vice-présidente du groupe PCS BEIS & Responsable des dossiers personnels	Londres	Royaume-Uni
Ron Balsera, Maria	Action Aid	Coordinateur de la Tax-Ed Alliance	Londres	Royaume-Uni
Dedaj-Salad, Artá	National Education Union	Conseiller politique	Londres	Royaume-Uni
Liberatori, Anaclara	Asociación de Trabajadores de Enseñanza Secundaria	Secrétaire internationale	Montevideo	Uruguay
Bilal-Threats, Daaiyah	National Education Association	Directrice principale, Politique de l'éducation et relations internationales	Washington	États-Unis d'Amérique
Li, Helen	National Education Association	Analyste principale	Washington	États-Unis d'Amérique
Parker, Amber	National Education Association	Directrice, Qualité des professionnel·le·s du soutien à l'éducation	Arlington	États-Unis d'Amérique



Samet, Lauren	American Federation of Teachers	Directrice, AFT PSRP	Washington	États-Unis d'Amérique
Vaandering, Hanna	National Education Association	Membre du Comité exécutif	Hillsboro	États-Unis d'Amérique
Ward-Mitchell, Debra	National Education Association	Paraprofessionnelle	Harvey	États-Unis d'Amérique
À White, Janie	Washington Education Association	Vice-présidente, État de Washington	Federal Way	États-Unis d'Amérique
Williams, Carl	American Federation of Teachers	Tuteur principal	Los Angeles	États-Unis d'Amérique
Yukna, Lois	National Education Association	Conseil national des professionnel·le·s du soutien à l'éducation	North Brunswick	États-Unis d'Amérique

Annexe 2

Programme de la conférence

**2^e Conférence mondiale de l'IE sur les personnels de soutien à l'éducation,
16-18 mai**

16 mai - Journée des PSE
Arrivées
Réception de la Journée des PSE et événement culturel organisé par la FNE 19 h 00 -20 h 00
17 mai - JOUR 1 de la conférence :
Droits et statut des PSE : où en sommes-nous aujourd'hui ?
Plénière 9 h 30-11 h 00 Financement de l'éducation - Défendre les droits et le statut des PSE dans le contexte des coupes budgétaires et de la privatisation de l'éducation (EN/FR/ES/PT)
PAUSE 11 h 00-11 h 30



Sessions parallèles : Les PSE dans les différents secteurs 11 h 30-12 h 30		
Les PSE dans l'enseignement primaire et secondaire (EN/FR/ES/PT) <i>San Antonio</i>	Les PSE dans l'éducation de la petite enfance (EN) <i>San Pedro I</i>	Les PSE dans l'enseignement supérieur (EN) <i>San Pedro III</i>
DÉJEUNER 12 h 30-14 h 00		
Les PSE pour l'inclusion et la durabilité – Sessions parallèles 14 h 00-15 h 00		
Le rôle des PSE dans la promotion de classes inclusives (EN/FR/ES/PT)	Les PSE et une transition juste (EN) <i>San Pedro I</i>	Le rôle des PSE pour garantir les droits et l'inclusion des personnes LGBTI (EN) <i>San Pedro III</i>
PAUSE 15 h 00-15 h 30		
Déclaration de la Conférence sur les PSE 15 h 30-16 h 30		
Délibérations sur la déclaration de la conférence (ES/PT)	Délibérations sur la déclaration de la conférence (EN) <i>San Pedro I</i>	Délibérations sur la déclaration de la conférence (FR) <i>San Pedro III</i>
Conclusions de la journée 16 h 30-17 h 00 (EN/FR/ES/PT)		

18 mai – JOUR 2 de la conférence
Quelle est notre vision et comment la réaliser ?
Le Caucus des femmes – 08 h 30-09 h 15 (EN/FR/ES/PT)
Plénière 9 h 30-10 h 30
Les droits et le statut des PSE : échanger des stratégies qui ont été couronnées de succès pour faire de notre vision une réalité (EN/FR/ES/PT)
PAUSE 10 h 30-11 h 00
Des outils pour gagner ! Faire campagne pour de meilleures conditions de travail
Sessions parallèles 11 h 00-12 h 00



La santé et le bien-être des PSE : l'enquête I-BEST (EN/FR/ES/PT)	La force du public : Ensemble on fait école ! - Campagne 101 (EN) <i>San Pedro I</i>	Consolider le pouvoir syndical en menant une campagne thématique (EN) <i>San Pedro III</i>
Consolider le pouvoir syndical - Sessions parallèles 12 h 10-13 h 00		
Renforcer notre capacité de renouveau syndical (EN/FR/ES/PT)	Renforcer notre capacité de renouveau syndical (EN) <i>San Pedro I</i>	Renforcer notre capacité de renouveau syndical (EN) <i>San Pedro III</i>
DÉJEUNER 13 h 00-14 h 30		
Voix de l'éducation 14 h 00-14 h 20 (Militantisme syndical au niveau international : structurer les PSE dans les réseaux éducatifs et culturels du ministère français des Affaires étrangères) (FR) <i>San Pedro I</i>		
Mener des actions sur les questions qui nous intéressent Sessions parallèles 14 h 30-15 h 30		
Faire équipe pour soutenir les élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux (FR/ES/PT/EN)	Exploiter nos connaissances sur les PSE pour les aider à s'organiser et à s'engager et soutenir les membres des PSE (EN) <i>San Pedro I</i>	Renouveau syndical : les prochaines étapes (EN) <i>San Pedro III</i>
PAUSE 15 h 30-16 h 00		
Plénière de clôture 16 h 00-17 h 00 Adoption de la déclaration de la conférence (EN/FR/ES/PT) Observations finales		



Annexe 3

Évaluation de la conférence

Après la conférence, l'ensemble des participant·e·s a reçu un formulaire d'évaluation. Dix-neuf personnes l'ont complété (taux de réponse de 28 %). Toutes les réponses étaient anonymes. Le formulaire comportait 18 questions.

Logistique

1. Sur une échelle de 1 à 10, dans quelle mesure êtes-vous satisfait·e de l'événement dans son ensemble ? [1= absolument pas satisfait·e, 10= très satisfait·e, l'événement a répondu à mes attentes]. **Moyenne : 9,7.**
2. Sur une échelle de 1 à 10, quelle note attribueriez-vous à l'endroit où la conférence s'est tenue ? [1= médiocre, 10= excellent]. **Moyenne : 9,6.**
3. Sur une échelle de 1 à 10, quelle note attribueriez-vous à l'interprétation ? [1= médiocre, 10= excellent]. **Moyenne : 9,6.**
4. Sur une échelle de 1 à 10, quelle note attribueriez-vous au site web de la conférence ? [1= médiocre, 10= excellent]. **Moyenne : 9,6.**
5. Sur une échelle de 1 à 10, quelle note attribueriez-vous à l'aide mise à disposition ? [1= médiocre, 10= excellent]. **Moyenne : 9,7.**
6. Il a été demandé aux participant·e·s s'il·elle·s avaient rencontré des problèmes d'accès au site Web ou aux documents relatifs à l'événement. Personne n'a rencontré de problème.
7. Les participant·e·s ont eu la possibilité de formuler des commentaires libres sur la logistique de l'événement. Un répondant a suggéré d'accorder davantage d'attention à l'accueil des participant·e·s, notamment au moment de leur arrivée et en ce qui concerne le transport. Un autre a estimé qu'étant donné la dimension limitée de la conférence, il aurait été préférable d'éviter de scinder les participant·e·s en petits groupes, étant donné que certains ateliers ne comprenaient que quelques personnes. Tous les autres commentaires étaient très positifs. Un répondant a écrit : « *L'organisation de l'IE était excellente, tant en amont par courriel pour lever certains doutes que tout au long de l'événement. Des personnes extraordinaires pour l'organisation. Félicitations.* »



Contenu

8. Les sujets abordés correspondent-ils à vos intérêts et besoins professionnels ? [1 = les sessions n'étaient pas pertinentes pour moi, 10 = les sessions étaient pertinentes et utiles].

Moyenne : 9,6.

9. Les sessions étaient-elles intéressantes ? [1 = les sessions étaient assez ennuyeuses, 10 = les sessions ont suscité mon intérêt et étaient très stimulantes]. **Moyenne : 9,5.**

10. La conférence a-t-elle créé de véritables possibilités de réseautage ? [1 = absolument pas, 10 = oui, j'ai été ravi·e d'établir des contacts avec de nombreuses personnes]. **Moyenne : 9,2.**

11. La conférence avait-elle un bon format et une bonne structure ? [1 = le format était inadéquat, 10 = le format était la combinaison idéale de plénières et de sessions en petits groupes). **Moyenne : 9,2.**

12. Les participant·e·s ont eu la possibilité de formuler des commentaires libres sur le contenu de l'événement. Les remarques positives ont été nombreuses, notamment « *très instructif* », « *exhaustif et inclusif* » et « *très intéressant et structuré* ». Un répondant a indiqué : « *La conférence nous a donné l'occasion de comparer la situation des PSE dans différentes régions du monde. Cela nous aide à poursuivre le travail pour améliorer les conditions de travail des PSE et à être en mesure d'obtenir une reconnaissance de la communauté éducative et du public.* »

Certaines personnes interrogées ont présenté des suggestions visant à améliorer le contenu. Un participant a suggéré qu'il pourrait être utile d'identifier les différentes catégories de personnel de soutien représentées, en utilisant des couleurs par exemple. Un autre a remarqué que tous les ateliers n'étaient pas accessibles en raison de l'absence d'interprétation. Un participant estime qu'il aurait peut-être été utile de prévoir davantage de sessions pour les membres PSE et que les personnes chargées des questions relatives aux PSE pour les syndicats se réunissent séparément parce qu'elles peuvent avoir des points de vue et des intérêts légèrement différents. Un répondant a également proposé qu'un espace supplémentaire soit prévu au début de la conférence pour permettre aux délégué·e·s de raconter leur histoire.

13. Il a été demandé aux participant·e·s quels enseignements il·elle·s ont tiré de la conférence. Toutes les personnes interrogées ont répondu à cette question. Le principal enseignement, qui a été cité le plus souvent, était que les PSE du monde entier rencontrent de nombreuses difficultés identiques. Plusieurs répondant·e·s ont relevé l'importance de l'unité pour résoudre ces difficultés. Quelques répondant·e·s ont mis en évidence le problème du



financement et ont fait observer que c'était l'un des facteurs clés pour améliorer les conditions de travail des PSE.

14. Il a été demandé aux participant·e·s quel aspect de la conférence leur paraissent le plus précieux pour aider leur syndicat à défendre les droits et le statut des PSE. Voici quelques exemples de réponses :

- Échanger des stratégies pour réaliser notre vision ;
- Discuter des problèmes budgétaires ;
- Les sessions consacrées à la privatisation et au travail précaire ;
- L'accent mis sur les victoires syndicales ;
- L'élaboration et l'adoption de la Déclaration d'Aveiro ;
- Les sessions consacrées au renouveau syndical ; et
- La possibilité d'établir des contacts avec d'autres syndicats.

15. Il a été demandé aux participant·e·s quelle action (le cas échéant) il·elle·s mèneraient dans le prolongement de la conférence. Un grand nombre de personnes interrogées ont fait part de leur engagement à diffuser la Déclaration d'Aveiro et à plaider en faveur de sa mise en œuvre. Elles étaient également nombreuses à s'engager à transmettre ce qu'elles avaient appris et à le partager avec d'autres membres de leur syndicat, que ce soit le personnel, la direction ou les membres, ainsi qu'avec la communauté éducative au sens large et à adopter de nouvelles stratégies pour défendre les droits et le statut des PSE. Certaines se sont engagées à célébrer la Journée mondiale des PSE et d'autres à mener des actions syndicales conjointes et à continuer d'échanger et de collaborer avec d'autres syndicats pour défendre les droits et le statut des PSE. Un répondant a fait part d'une action rapide menée dans la foulée de la conférence : « *Notre syndicat a déjà proposé une action de mobilisation conjointe pour défendre des conditions de travail sûres et décentes, lutter contre la précarité, augmenter les salaires et garantir les droits à un enseignement public.* »

16. Il a été demandé aux participant·e·s comment l'IE pourrait soutenir davantage leur travail de défense des droits et du statut des PSE. Voici quelques exemples de suggestions reçues :

- Organiser des réunions en ligne sur les problématiques spécifiques aux PSE ;
- Publier davantage d'articles sur les PSE ;



- Renforcer les capacités ;
- Soutenir financièrement et techniquement les syndicats afin de célébrer la Journée mondiale des PSE ;
- Mener d'autres recherches sur les PSE ;
- Favoriser le dialogue avec d'autres secteurs ;
- Échanger des informations ;
- Continuer de plaider pour que l'UNESCO et les NU reconnaissent les PSE en tant que professionnel·le·s de l'éducation, reconnaissent formellement la Journée mondiale des PSE et la célèbrent chaque année ;
- Permettre l'échange permanent de « pratiques vertueuses » ;
- Fournir des informations pour aider les syndicats à intenter des actions en justice ;
- Encourager tous les membres des syndicats à soutenir les PSE ; et
- Mener une campagne mondiale pour valoriser les PSE.

17. Il a été demandé aux participant·e·s de soumettre des suggestions pour la prochaine conférence mondiale des PSE. Voici quelques exemples de suggestions reçues :

- o Décerner un prix à un·e travailleur·euse faisant partie des PSE ;
- o Allonger la durée de la conférence ;
- o Améliorer le soutien aux délégué·e·s bénéficiant d'une assistance ;
- o Ne pas limiter le nombre de places par syndicat ;
- o Organiser davantage de sessions multilingues / prévoir plus de salles avec interprétation ;
- o Mettre davantage l'accent sur les victoires syndicales et les réalisations concrètes des syndicats, que chaque syndicat peut adapter à son propre contexte ;
- o Promouvoir la participation des [syndicats représentant les] enseignant·e·s ;
- o Dresser le bilan de la mise en œuvre des décisions adoptées lors de la 2e Conférence mondiale des PSE et de la Déclaration d'Aveiro ; et



o Mettre davantage en lumière le travail de catégories particulières de PSE.

18. Enfin, les participant·e·s ont eu l'occasion d'émettre d'autres commentaires. Un participant a souligné l'importance de tenir compte de la diversité des situations dans lesquelles les PSE travaillent et, en particulier, de reconnaître la situation difficile des PSE qui travaillent dans des conditions d'urgence. Un grand nombre de personnes interrogées ont félicité et remercié le Secrétariat pour l'organisation de la conférence. Voici quelques commentaires pour conclure :

« Une conférence très agréable et instructive, une belle occasion d'établir des contacts dans un cadre magnifique. »

« Des informations précieuses ont été fournies et la conférence a été une grande occasion de réseautage. »

« Je suis très reconnaissant d'avoir eu l'occasion de participer à cette conférence, une expérience incroyable. J'espère y participer encore pour partager davantage de connaissances et d'expériences avec les collègues présents. L'organisation était très bonne et attentive. Merci beaucoup pour cette opportunité et le dévouement de l'IE. »